

Quels sont les critères des institutionnels pour placer leur argent ?

Levées de fonds, fusions-acquisitions...comment se calcule le risque ? BlackLine, société commercialisant un logiciel d'automatisation comptable et financière, a mené une étude auprès des investisseurs institutionnels, pour comprendre leurs critères de choix.

Temps de lecture : minute

6 février 2020

À quoi s'intéressent les investisseurs institutionnels français avant de se lancer et d'injecter plusieurs centaines de milliers ou de millions d'euros ? C'est la question à laquelle a cherché à répondre BlackLine dans une étude menée en juillet dernier auprès de 750 investisseurs institutionnels dont 101 Français.

Et si les prévisions de croissance financière des sociétés (48%) et les tendances des marchés (43%) sont, sans surprise, immédiatement cités par les investisseurs français, la croissance potentielle du secteur d'activité de l'entreprise ciblée n'est regardée que dans 32% des cas dans l'hexagone (contre 46% à l'échelle globale). Également, la mauvaise gestion financière et la présence d'un risque de non conformité financière ne semblent pas d'une importance cruciale pour les investisseurs institutionnels français (22% contre 31% à l'échelle mondiale).

À l'inverse, certains critères peuvent refroidir l'intérêt des investisseurs. Plus d'un tiers des sondés français indiquent ainsi qu'ils pourraient choisir de ne pas investir dans une société si celle-ci a dû effectuer des

ajustements après reporting. La présence d'un risque financier (31%) et d'un manque de clarté des rôles et des responsabilités au sein de l'équipe dirigeante (29%) sont également fortement pointés du doigt. En effet, une entreprise doit faire preuve d'une hiérarchie établie et solide pour que les informations circulent et que les responsabilités soient correctement réparties.

Ces premières données montrent qu'au-delà des chiffres, la confiance dans l'entreprise et sa crédibilité sont deux facteurs essentiels incarnés par des contrôles financiers performants. "*Les chiffres retracent l'histoire de la société, s'ils sont faux, cela peut faire penser qu'on a voulu mentir*" propose comme explication Lucie Bordelais, directrice développement chez BlackLine.

Le contrôle financier, miroir de la crédibilité des entreprises

Français ou étrangers, plus de 9 investisseurs sur 10 estiment avoir besoin d'une preuve que la société gère correctement ses finances, qu'elle présente des rapports financiers précis et qu'elle possède une visibilité sur ses données financières en temps réel.

D'ailleurs 22% des investisseurs institutionnels français avouent qu'ils renonceraient à investir en cas de défaillance de ces contrôles financiers contre seulement 14% à l'échelle internationale. Un tiers d'entre eux imposeraient des changements à l'entreprise, "*ce qui pourrait entraîner des frictions avec des entreprises qui, en général, n'aiment pas être contraintes*" estime Lucie Bordelais. Pour 26% d'entre eux, il s'agirait davantage de recommandations que d'obligations tandis qu'un autre quart choisiraient de pousser leurs recherches. Il s'agit donc d'un critère primordial qui n'entraîne pas obligatoirement l'absence d'investissement.



À lire aussi

"L'accompagnement d'un VC, jamais !", c'est ce que je pensais avant de passer de l'autre côté

" Pour investir, il faut avoir confiance dans l'économie mais aussi dans les entreprises " souligne Lucie Bordelais. Ce qui se confirme dans la réalité, 65% reconnaissant accorder toute leur confiance aux données émises par les entreprises alors que, dans le même temps, la comptabilité "créative" (pour répondre aux attentes des investisseurs ou se rendre plus désirables) est une pratique généralisée, dont près de 9 investisseurs sur 10 sont totalement conscients. " Même s'il s'agit de pratiques légales en théorie, les investisseurs institutionnels n'apprécient pas que les entreprises tirent parti des failles financières pour présenter leurs chiffres de manière fausement favorable, et tenter de les amadouer " explique Lucie Bordelais, Regional Vice President, BlackLine France.

Mais en cas d'erreur dans le rapport financier, le crédit accordé à la société peut rapidement s'effriter. En effet, 7 investisseurs sur 10 annoncent une perte de confiance dans la société tandis que 55% chercheraient même à se désengager de leur investissement. 80%

d'entre eux estiment que cette responsabilité revient au PDG qui possède le mandat social de l'entreprise. Le directeur financier est peu mis en cause en France (21%) alors qu'à l'échelle internationale il est coupable pour 38% des investisseurs.

L'IA remplacera t-elle les investisseurs demain ?

Le sujet des nouvelles technologies touche également la sphère des finances. Si certains logiciels comme BlackLine permettent d'automatiser certaines tâches comme la vérification des comptes, l'intelligence artificielle n'a pas encore trouvé sa place dans la sphère de l'investissement. Ainsi, 48% des investisseurs notent un manque de maturité de ces technologies, une idée partagée par Firas Abou Merhi, associé en charge de l'équipe conseil financier chez [Mazars](#).

Ils sont néanmoins 52% à estimer que les bots contrôlés par l'IA pourront un jour calculer les meilleures opportunités d'investissements et 48% qu'elle pourra, couplée au machine Learning, apporter des précisions (contre 69% à l'échelle mondiale).

Malgré le peu d'engouement des Français sur ce point, il ne faut pas négliger ces technologies. Pour Jean-Claude De Vera, Président de [AgileGBS](#) et co-Président de la DFCG Île-de-France, "*les technologies permettent déjà de réaliser des tâches répétitives qu'un homme ne souhaiterait pas réaliser*", laissant ainsi aux hommes le temps de s'attaquer à des analyses plus poussées.